

# Déclaration commune des organisations

## COS ECOPHYTO du 12 février 2024

### En ce qui concerne le suivi de l'usage des pesticides : casser le thermomètre ne fera pas baisser la fièvre

Le NODU doit rester l'indicateur de référence et de suivi du plan : c'est une ligne rouge pour nos ONG

Mesdames et Messieurs les Ministres : nos ONG veulent faire une déclaration préliminaire avant l'ouverture de ce COS Ecophyto alors que le plan a été suspendu pour une durée inconnue et que votre gouvernement a clairement indiqué vouloir se débarrasser de l'indicateur historique du plan, le NODU.

Contrairement à ce que certains prétendent, la crise agricole n'est pas liée à Ecophyto. Le vrai problème des agriculteurs, ce n'est pas ce plan qui vise à réduire de 50% l'usage des pesticides mais bien l'absence d'une juste rémunération, les importations non soumises aux normes européennes, les effets du changement climatique etc. Faire d'Ecophyto un bouc-émissaire pour calmer la crise, c'est faire de la santé publique -à commencer par la santé des agriculteurs- et de la biodiversité, les victimes collatérales d'une crise qui est d'abord économique et sociale.

Au-delà de nos ONG, de très nombreux chercheurs s'inquiètent, à juste titre, de ce retour en arrière dessiné par ces annonces. Nous les comprenons car de nombreuses publications scientifiques ont démontré l'importance de privilégier la préservation des ressources naturelles pour permettre la production agricole demain.

#### **Pourquoi le choix de l'indicateur du plan n'est pas un détail ?**

On pourrait penser, ou prétendre, que le débat relancé par le Premier Ministre pour répondre à la colère des agriculteurs entre le NODU et le HRI 1 n'est qu'un simple débat technique sur le choix d'un « bon indicateur ».

En réalité, remettre en cause l'indicateur NODU, c'est remettre en cause l'objectif même de la réduction des usages des pesticides en agriculture qui était au cœur du plan ! C'est donc directement l'existence même du plan Ecophyto qui est questionné, dès lors que ce plan visait, depuis 15 ans, à une réduction de ces usages.

Initialement lancé en 2009, année de référence du plan, Ecophyto a conservé, au travers des 3 versions publiées, son objectif de réduction de 50% de l'usage des pesticides. Et chacun sait que le choix de l'année de référence utilisée et le choix de l'indicateur pour mesurer cette baisse sont centrales car ces choix peuvent modifier totalement la perception de la réalité des performances du plan. Ainsi une baisse de 20% des ventes de produits phytosanitaires en 2022 par rapport à la moyenne triennale 2015-2017 est constatée, alors

qu'en choisissant la période de référence 2009-2011 la hausse serait de 14%. Ce choix est donc loin d'être anodin.

De même entre 2011 et 2021 le choix du NODU indique une hausse de 3 % alors que le HRI 1 serait lui à la baisse de ...32% pendant la même période !

Serait-il vraiment sérieux, alors que l'échec du plan Ecophyto était jusqu'à ce jour patent, de prétendre aujourd'hui qu'il aurait en fait été un franc succès juste en opérant un changement cosmétique de période de référence et d'indicateur ? La réponse est dans la question...

Le NODU doit être conservé, car cet indicateur d'usage, reposant sur le nombre de traitements phytosanitaires effectués, est pertinent pour mesurer la dépendance de notre agriculture aux pesticides, avec les impacts sur la biodiversité, l'environnement et la santé qui y sont liés. Si un autre indicateur d'impact peut être utile pour une comparaison entre pays de l'Union européenne, celui-ci devrait alors rester un complément au NODU, et non le remplacer. Nos ONG ne peuvent transiger sur ce point majeur.

### **Pesticides et santé humaine**

Personne ne peut plus le nier, la santé est impactée par l'usage des pesticides. Or, le volet sanitaire promis dans le plan ECOPHYTO II + n'a jamais été mis en œuvre malgré les propositions d'indicateurs de santé proposés par certains d'entre nous. Il est pourtant indispensable de publier chaque année le nombre de maladies professionnelles des pesticides inscrites dans les tableaux de maladies professionnelles des régimes de sécurité sociale reconnues, incidence et prévalence, ainsi que celles reconnues par le fonds d'indemnisation des victimes des pesticides le FIVP dont les enfants issus de grossesse exposées professionnellement. Comment penser résoudre les effets sanitaires néfastes engendrés par les pesticides si aucun dispositif de surveillance et signalement efficace (de type Phytosignal) n'est proposé ?

### **Pesticides et biodiversité**

Il est temps de considérer que la pollution chimique est l'un des principaux facteurs responsables du déclin de la biodiversité animale et végétale, au même niveau que le changement climatique. Comme en attestent les nombreuses données scientifiques, les pesticides contaminent durablement notre environnement, l'ensemble des milieux présentent des traces ou des résidus de produits ou de leurs métabolites. Qu'il s'agisse des sols, des eaux souterraines qui alimentent nos captages, des populations d'insectes ou d'oiseaux, le constat est sans appel : les pesticides causent un préjudice écologique sans précédent. Ce ne sont pas nos ONG qui le disent mais les publications scientifiques de nombreux instituts de renom (INRAe, CNRS, etc.)

Il n'est donc plus l'heure de tergiverser avec la menace que représentent les pesticides pour le milieu naturel, pour l'eau et notre santé. Nous attendons que la future stratégie Ecophyto propose des actions fortes autour de la protection des zones sensibles pour la ressource en eau et la biodiversité, à savoir des obligations de restriction des usages de pesticides, couplées à un véritable accompagnement au changement des agriculteurs.

### **Il faut changer de modèle agricole et accompagner fortement cette transition**

L'accompagnement de la transition des fermes vers des systèmes plus économes en pesticides est indispensable et doit rester au cœur du plan Ecophyto. Poursuivre et renforcer

les dispositifs d'accompagnement collectif en se focalisant sur la reconception des systèmes de production est indispensable si l'on souhaite voir baisser durablement la consommation de pesticides. Or, actuellement, l'accompagnement de terrain des collectifs d'agriculteurs est le parent pauvre de la nouvelle stratégie, qui focalise ses moyens sur l'approche par filière et par usage, au détriment de la reconception des systèmes de production. Faut-il rappeler que les fermes du réseau Dephy ont réussi à faire baisser significativement leur consommation de pesticides pendant que le NODU national ne faisait qu'augmenter ou au mieux rester stable ?

### **En conclusion**

C'est par respect pour les membres du COS que nous sommes présents aujourd'hui, membres avec lesquels nous avons travaillé, dialogué depuis plusieurs mois, parfois plusieurs années, dans cette instance et dans d'autres comme le Conseil National de la Biodiversité. Depuis la conception en 2008 puis le lancement du plan Ecophyto en 2009, la gouvernance de ce plan avait toujours été plurielle et démocratique. Que penser aujourd'hui alors que des mois et des années de concertation et de recherche de compromis ont été balayés en quelques minutes par le Premier Ministre sous la pression du syndicalisme agricole majoritaire ?

Et c'est pour protester contre ces décisions unilatérales sur Ecophyto annoncées par le gouvernement, qui marquent un manque de respect du travail mené dans cette instance de concertation, alors que nous n'avons reçu qu'une simple convocation sans ordre du jour communiqué préalablement, sans partage de documents de travail alors même que cela fait un an que nous travaillons sur la future Stratégie, que nos organisations de défense de la santé et de l'environnement - Alerte des Médecins sur Les Pesticides, Fondation pour la Nature et l'Homme, France Nature Environnement, Générations Futures, Humanité et Biodiversité, Ligue de Protection des Oiseaux, Réseau Environnement Santé, WWF France - soutenues par d'autres acteurs présents dans cette salle comme le réseau CIVAM, déclarent refuser de participer à cette réunion d'aujourd'hui qui n'est qu'une chambre d'enregistrement de décisions déjà prises et annoncées.

Bien sûr nous restons ouverts à un vrai dialogue sur des bases saines et respectueuses de chacun. Nos organisations sollicitent donc un échange au plus vite avec le Premier Ministre et ses ministres concernés afin de renouer le dialogue avec la société civile et un retour sur les fondamentaux de ce qu'était Ecophyto : un plan pour réduire (vraiment) de 50% l'usage des pesticides et ce au plus vite, car l'Agriculture de demain sera écologique ou ne sera pas!

### **Associations signataires**

Alerte des Médecins sur Les Pesticides

Fondation pour la Nature et l'Homme

France Nature Environnement

Générations Futures

Humanité et Biodiversité

Ligue de Protection des Oiseaux

Réseau Environnement Santé

WWF France